II

(Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité)

PARLEMENT EUROPÉEN

ARRÊT DÉFINITIF du budget rectificatif et supplémentaire nº 2 des Communautés européennes pour l'exercice 1992

(92/320/CEE, Euratom, CECA)

LE PRÉSIDENT DU PARLEMENT EUROPÉEN,

vu le traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, et notamment son article 78 paragraphe 7,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment son article 203 paragraphe 7,

vu le traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique, et notamment son article 177 paragraphe 7,

vu le traité portant modification de certaines dispositions financières des traités instituant les Communautés européennes et du traité instituant un Conseil unique et une Commission unique des Communautés européennes, signé le 22 juillet 1975,

vu le règlement financier, du 21 décembre 1977, applicable au budget général des Communautés européennes (1), modifié en dernier lieu par le règlement (Euratom, CECA, CEE) nº 610/90 (2), et notamment ses articles 10, 15 et 17,

vu l'accord interinstitutionnel sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire (3),

vu le budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1992 (4),

vu le budget rectificatif et supplémentaire nº 1 des Communautés européennes pour l'exercice 1992 (5),

---

(1) JO nº L 356 du 31. 12. 1977, p. 1.
(2) JO nº L 70 du 16. 3. 1990, p. 1.
(3) JO nº L 185 du 15. 7. 1988, p. 33.
(4) JO nº L 26 du 3. 2. 1992, p. 1.
(5) JO nº L 142 du 25. 5. 1992, p. 1.

vu l'avant-projet de budget rectificatif et supplémentaire nº 2 des Communautés européennes pour l'exercice 1992, présenté par la Commission,

vu le projet de budget rectificatif et supplémentaire nº 2 des Communautés européennes pour l'exercice 1992, établi par le Conseil,

vu les débats et délibérations du Parlement européen des 12 et 13 mai 1992 au terme desquels il a donné son approbation au budget rectificatif et supplémentaire nº 2 des Communautés européennes pour l'exercice 1992,

vu la résolution adoptée par le Parlement européen le 13 mai 1992,

la procédure prévue aux articles 78 du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, 203 du traité instituant la Communauté économique européenne et 177 du traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique étant ainsi achevée,

CONSTATE :

Article unique

Le budget rectificatif et supplémentaire nº 2 des Communautés européennes pour l'exercice 1992, tel que figurant en annexe, est définitivement arrêté.

Fait à Strasbourg, le 13 mai 1992.

Le président

Dr Egon KLEPSCH

BUDGET RECTIFICATIF ET SUPPLÉMENTAIRE Nº 2 DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES POUR L'EXERCICE 1992

SOMMAIRE

Page

ÉTAT DES RECETTES ET DES DÉPENSES PAR SECTION

Section III : Commission 5

— État des dépenses 5

— Partie B : Crédits opérationnels 5

Les montants du présent document budgétaire sont exprimés en écus sauf indication contraire.

SECTION III

COMMISSION

ÉTAT DES DÉPENSES

PARTIE B

CRÉDITS OPÉRATIONNELS

COMMISSION

Partie B

SOUS-SECTION B1

FONDS EUROPÉEN D'ORIENTATION ET DE GARANTIE AGRICOLE, SECTION « GARANTIE »

COMMISSION

Sous-section B1
(FEOGA « garantie »)

TITRE B1-2

PRODUITS ANIMAUX

CHAPITRE B1-20 — LAIT ET PRODUITS LAITIERS

Article Poste	Intitulé	Budget 1992 (1)	Budget rectificatif et supplémentaire nº 2	Nouveau montant
	CHAPITRE B1-20			
B1-201	***Interventions sous forme de stockage du lait écrémé en poudre***			
B1-2013	Autres frais de stockage public Crédits non dissociés	−28 000 000	−40 000 000	−68 000 000
	Total de l'article B1-201	67 000 000	−40 000 000	27 000 000
B1-202	***Interventions sous forme d'aides à l'utilisation de lait écrémé***			
B1-2024	Aides au lait écrémé utilisé dans la fabrication de caséine Crédits non dissociés	513 000 000	−50 000 000	463 000 000
	Total de l'article B1-202	1 229 000 000	−50 000 000	1 179 000 000
B1-203	***Interventions sous forme de stockage du beurre et de la crème***			
B1-2034	Dépréciation des stocks Crédits non dissociés	538 000 000	−100 000 000	438 000 000
	Total de l'article B1-203	702 000 000	−100 000 000	602 000 000
	TOTAL DU CHAPITRE B1-20	5 695 000 000	−190 000 000	5 505 000 000
	Total du titre B1-2	**12 696 000 000**	**−190 000 000**	**12 506 000 000**
	Total de la sous-section B1	**36 022 000 000**	**−190 000 000**	**35 832 000 000**

(1) Y compris, dans tout le présent document, le budget rectificatif et supplémentaire nº 1.

COMMISSION
Sous-section B1
(FEOGA « garantie »)

TITRE B1-2

PRODUITS ANIMAUX

CHAPITRE B1-20 — LAIT ET PRODUITS LAITIERS

Article Poste	Commentaires

COMMISSION
Partie B

SOUS-SECTION B7

COOPÉRATION AVEC LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT ET LES AUTRES PAYS TIERS

COMMISSION
Sous-section B7
(Coopération)

TITRE B7-2

AIDE ALIMENTAIRE

CHAPITRE B7-20 — AIDE ALIMENTAIRE ET ACTIONS DE SUBSTITUTION DANS LE DOMAINE DE L'ALIMENTATION

Article Poste	Intitulé	Budget 1992		Budget rectificatif et supplémentaire nº 2		Nouveau montant	
		Engagements	Paiements	Engagements	Paiements	Engagements	Paiements
	CHAPITRE B7-20						
B7-207	***Mesures exceptionnelles***						
B7-2070	Réserve exceptionnelle Crédits dissociés	p.m.	p.m.	+ 220 000 000	+ 220 000 000	220 000 000	220 000 000

COMMISSION
Sous-section B7
(Coopération)

TITRE B7-2

AIDE ALIMENTAIRE

CHAPITRE B7-20 — AIDE ALIMENTAIRE ET ACTIONS DE SUBSTITUTION DANS LE DOMAINE DE L'ALIMENTATION

Article Poste	Commentaires
B7-207	
B7-2070	Règlement (CEE) nº 3972/86 du Conseil, du 22 décembre 1986, concernant la politique et la gestion de l'aide alimentaire (JO nº L 370 du 30. 12. 1986, p. 1), modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) nº 1930/90 (JO nº L 174 du 7. 7. 1990, p. 6). Ce crédit est destiné à couvrir la mobilisation d'importantes quantités d'aide alimentaire en vue de faire face à des pénuries alimentaires exceptionnelles, ou à des situations imprévisibles caractérisées par un risque de famine, sans mettre en cause les allocations d'aide régulière. Le crédit d'engagement autorisé pour 1992 s'élève à 220 millions d'écus, destinés à couvrir le programme spécial d'aide alimentaire de 1992. L'échéancier prévisible des paiements par rapport aux engagements se présente comme suit :

Engagements		Paiements				
		1991	1992	1993	1994	Exercices ultérieurs
Engagements contractés avant 1991 à liquider sur crédits de paiement nouveaux						
Crédits d'engagement reportés de 1990						
Crédits 1991	140 000 000	140 000 000				
Crédits 1992	220 000 000		220 000 000			
Total	360 000 000	140 000 000	220 000 000			

COMMISSION
Sous-section B7
(Coopération)

CHAPITRE B7-20 — AIDE ALIMENTAIRE ET ACTIONS DE SUBSTITUTION DANS LE DOMAINE DE L'ALIMENTATION *(suite)*

Article Poste	Intitulé	Budget 1992		Budget rectificatif et supplémentaire n° 2		Nouveau montant	
		Engagements	Paiements	Engagements	Paiements	Engagements	Paiements
B7-207	*(suite)*						
B7-2070	*(suite)*						
	Total de l'article B7-207	6 000 000	6 500 000	+ 220 000 000	+ 220 000 000	226 000 000	226 500 000
	Sous-total des crédits non dissociés	8 600 000	8 600 000	—	—	8 600 000	8 600 000
	Sous-total des crédits dissociés	512 550 000	547 200 000	+ 220 000 000	+ 220 000 000	732 550 000	767 200 000
	TOTAL DU CHAPITRE B7-20	521 150 000 *(893 000)*	555 800 000 *(893 000)*	+ 220 000 000 *(—)*	+ 220 000 000 *(—)*	741 150 000 *(893 000)*	775 800 000 *(893 000)*
	Sous-total des crédits non dissociés	8 600 000	8 600 000	—	—	8 600 000	8 600 000
	Sous-total des crédits dissociés	512 550 000	547 200 000	+ 220 000 000	+ 220 000 000	732 550 000	767 200 000
	Total du titre B7-2	**521 150 000** *(893 000)*	**555 800 000** *(893 000)*	**+ 220 000 000** *(—)*	**+ 220 000 000** *(—)*	**741 150 000** *(893 000)*	**775 800 000** *(893 000)*
	Sous-total des crédits non dissociés	146 019 999	146 019 999	—	—	146 019 999	146 019 999
	Sous-total des crédits dissociés	3 136 480 000	2 303 200 000	+ 220 000 000	+ 220 000 000	3 356 480 000	2 523 200 000
	Total de la sous-section B7	**3 282 499 999** *(34 672 000)*	**2 449 219 999** *(34 672 000)*	**+ 220 000 000** *(—)*	**+ 220 000 000** *(—)*	**3 502 499 999** *(34 672 000)*	**2 669 219 999** *(34 672 000)*

COMMISSION

Sous-section B7
(Coopération)

CHAPITRE B7-2 0 — AIDE ALIMENTAIRE ET ACTIONS DE SUBSTITUTION DANS LE DOMAINE DE L'ALIMENTATION ***(suite)***

Article Poste	Commentaires

COMMISSION
Partie B

SOUS-SECTION B0

REMBOURSEMENTS, GARANTIES, RÉSERVES

COMMISSION

Sous-section B0
(Remboursements, garanties, réserves)

TITRE B0-4

RÉSERVES ET PROVISIONS

CHAPITRE B0-4 2 — RÉSERVE NÉGATIVE

Article Poste	Intitulé	Budget 1992		Budget rectificatif et supplémentaire nº 2		Nouveau montant	
		Engagements	Paiements	Engagements	Paiements	Engagements	Paiements
	CHAPITRE B0-4 2						
B0-4 2 0	***Réserve négative (rubrique 3)*** Crédits dissociés			– 10 000 000	+—	– 10 000 000	—
B0-4 2 1	***Réserve négative (rubrique 4)*** Crédits dissociés			– 20 000 000	+—	– 20 000 000	—
B0-4 2 2	***Réserve négative en paiements*** Crédits dissociés			+—	– 30 000 000	—	– 30 000 000
	Sous-total des crédits non dissociés						
	Sous-total des crédits dissociés			– 30 000 000	– 30 000 000	– 30 000 000	– 30 000 000
	TOTAL DU CHAPITRE B0-4 2			– 30 000 000	– 30 000 000	– 30 000 000	– 30 000 000

COMMISSION

Sous-section B0
(Remboursements, garanties, réserves)

TITRE B0-4

RÉSERVES ET PROVISIONS

CHAPITRE B0-4 2 — RÉSERVE NÉGATIVE

Article Poste	Commentaires
B0-4 2 0	*Nouvel article* Règlement financier, du 21 décembre 1977, applicable au budget général des Communautés européennes (JO n° L 356 du 31. 12. 1977, p. 1), modifié en dernier lieu par le règlement (Euratom, CECA, CEE) n° 610/90 (JO n° L 70 du 16. 3. 1990, p. 1), et notamment son article 19 paragraphe 5. Accord interinstitutionnel, du 29 juin 1988, sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire (JO n° L 185 du 15. 7. 1988, p. 33). Cette réserve se réfère aux crédits pour engagements de la rubrique 3 des perspectives financières annexées à l'accord interinstitutionnel.
B0-4 2 1	*Nouvel article* Règlement financier, du 21 décembre 1977, applicable au budget général des Communautés européennes (JO n° L 356 du 31. 12. 1977, p. 1), modifié en dernier lieu par le règlement (Euratom, CECA, CEE) n° 610/90 (JO n° L 70 du 16. 3. 1990, p. 1), et notamment son article 19 paragraphe 5. Accord interinstitutionnel, du 29 juin 1988, sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire (JO n° L 185 du 15. 7. 1988, p. 33). Cette réserve se réfère aux crédits pour engagements de la rubrique 4 des perspectives financières annexées à l'accord interinstitutionnel.
B0-4 2 2	*Nouvel article* Règlement financier, du 21 décembre 1977, applicable au budget général des Communautés européennes (JO n° L 356 du 31. 12. 1977, p. 1), modifié en dernier lieu par le règlement (Euratom, CECA, CEE) n° 610/90 (JO n° L 70 du 16. 3. 1990, p. 1), et notamment son article 19 paragraphe 5. Cette réserve se réfère aux crédits pour paiements.

COMMISSION

Sous-section B0
(Remboursements, garanties, réserves)

Article Poste	Intitulé	Budget 1992		Budget rectificatif et supplémentaire nº 2		Nouveau montant	
		Engagements	Paiements	Engagements	Paiements	Engagements	Paiements
	Sous-total des crédits non dissociés	44 200 000	44 200 000	—	—	44 200 000	44 200 000
	Sous-total des crédits dissociés	295 000 000	202 500 000	−30 000 000	−30 000 000	265 000 000	172 500 000
	Total du titre B0-4	**339 200 000**	**246 700 000**	**−30 000 000**	**−30 000 000**	**309 200 000**	**216 700 000**
	Sous-total des crédits non dissociés	936 200 000	936 200 000	—	—	936 200 000	936 200 000
	Sous-total des crédits dissociés	295 000 000	202 500 000	−30 000 000	−30 000 000	265 000 000	172 500 000
	Total de la sous-section B0	**1 231 200 000**	**1 138 700 000**	**−30 000 000**	**−30 000 000**	**1 201 200 000**	**1 108 700 000**
	Sous-total des crédits non dissociés	38 178 246 000	38 178 246 000	−190 000 000	−190 000 000	37 988 246 000	37 988 246 000
	Sous-total des crédits dissociés	25 412 329 000	21 902 042 021	+ 190 000 000	+ 190 000 000	25 602 329 000	22 092 042 021
	Total de la partie B	**63 590 575 000**	**60 080 288 021**	—	—	**63 590 575 000**	**60 080 288 021**
	Sous-total des crédits non dissociés	1 912 707 101	1 912 707 101	—	—	1 912 707 101	1 912 707 101
	Sous-total des crédits dissociés						
	Total de la partie A	**1 912 707 101**	**1 912 707 101**	—	—	**1 912 707 101**	**1 912 707 101**
	Sous-total des crédits non dissociés	40 090 953 101	40 090 953 101	−190 000 000	−190 000 000	39 900 953 101	39 900 953 101
	Sous-total des crédits dissociés	25 412 329 000	21 902 042 021	+ 190 000 000	+ 190 000 000	25 602 329 000	22 092 042 021
	TOTAL GÉNÉRAL	**65 503 282 101**	**61 992 995 122**	—	—	**65 503 282 101**	**61 992 995 122**

COMMISSION

Sous-section B0

(Remboursements, garanties, réserves)

Article Poste	Commentaires